

## Les réformes, toujours demain ?

**LA CHRONIQUE DE  
JACQUES CRÉMER  
ET CHRISTIAN GOLLIER**



Il est frappant de constater que les Français sont à la fois impatients de voir le résultat des réformes et toujours prêts à remettre au lendemain leur mise en œuvre. Six mois semblent trop longs pour augmenter le pouvoir d'achat, alors même que, comme l'explique Charles Wyplosz sur Telos-eu.com, l'augmentation du pouvoir d'achat ne peut, à long terme, que suivre celle du produit national brut. De l'autre côté, toute annonce de réforme génère une demande de négociations, d'explications et de dialogues supplémentaires, qui donnent un arrière-goût de « pourquoi ne pas le faire demain ? ». Cette perception que nous reculons devant l'obstacle est partagée à l'étranger. Dans le discours où il annonçait son retrait de la course à la Maison-Blanche, Mitt Romney disait, il y a tout juste une semaine : « *Je suis convaincu que si l'Amérique ne change pas de trajectoire, nous deviendrons la France du XXI<sup>e</sup> siècle.* »

Mais si les Français sont si impatients de voir des résultats, pourquoi ne sont-ils pas aussi impatients que les réformes indispensables à les obtenir soient engagées ?

Il est toujours délicat de faire un parallèle entre comportements collectifs et comportements individuels, mais une récente étude

d'Ernesto Reuben, Paola Sapienza et Luigi Zingales peut nous aider à comprendre ce paradoxe. Un des thèmes importants de la littérature à la frontière de l'économie et de la psychologie est que les individus sont impatients, ils ont une préférence forte pour les satisfactions immédiates. Beaucoup de personnes préféreraient attendre dix-huit mois pour dîner dans un restaurant trois étoiles plutôt que d'attendre douze mois pour dîner dans un deux-étoiles. Mais elles préféreraient dîner ce soir au deux-étoiles plutôt qu'attendre six mois pour le trois-étoiles !

De même, beaucoup d'entre nous ont tendance à remettre au lendemain ce que nous devrions faire aujourd'hui. On a pu par exemple mettre en évidence que le fait de forcer des individus à décider immédiatement de la souscription à un plan d'épargne retraite plutôt que de leur laisser le choix de le faire dans un futur indéterminé accroissait le taux d'acceptation.

Reuben, Sapienza et Zingales mettent en évidence que ces deux comportements sont liés. Plus les individus sont impatients, plus ils ont tendance à remettre au lendemain les tâches déplaisantes. Théoriquement, cela se comprend. Si on préfère goûter aux plaisirs de la vie tout de suite, on remettra aussi au lendemain ce que l'on n'a pas envie de faire. Pour tester ce lien, ces auteurs ont proposé à 450 étudiants, qui avaient gagné un prix dans un jeu fait en cours, s'ils préféreraient être payés immédiatement ou recevoir deux semaines plus tard un chèque d'un montant plus élevé. Les étudiants les plus impatients veulent recevoir le chèque immédiatement, et, comme ils sont les plus procrastinateurs, ils mettent plus longtemps avant de l'encaisser !

Ce qui se passe à l'échelon individuel semble se refléter au plan collectif. Rares sont les vraies

réformes qui n'imposent pas un

**Plus les individus sont impatients, plus ils ont tendance à remettre au**

**coût immédiat pour donner un bénéfice futur.** Nous avons tendance à nous dire : j'aimerais bien que cette réforme soit faite dans six mois plutôt que dans douze. Mais quand les six mois sont écoulés, nous nous demandons si on ne peut pas la retarder un peu. Et nous nous heurtons à une règle inflexible : il est impossible d'avancer la date des bénéfices en reculant simultanément les coûts.

Ces tendances psychologiques individuelles sont renforcées par certains aspects de la vie politique : le manque de confiance qui fait douter de la réalité des résultats futurs, le processus électoral qui pousse les politiques à promettre plus qu'ils ne peuvent tenir, le fait que les coûts ne sont pas répartis dans la population en proportion des bénéfices. Il est aussi vrai que les politiques les plus responsables savent combiner des mesures à effet immédiat, même si elles sont superficielles, et des réformes plus profondes.

Mais nous pouvons sans doute mieux faire dans notre discours public sur les réformes, d'abord en rendant explicite le temps nécessaire à leur mise en place et à la diffusion de leurs effets bénéfiques. Nous devons aussi être capables de nous imposer des contraintes pour nous obliger à agir. Les contraintes européennes remplissent ce rôle dans un certain nombre de domaines – il faut jouer d'imagination pour nous en donner plus. Certes, nous ne changerons pas la psychologie fondamentale qui fait que chacun d'entre nous veut remettre à plus tard les tâches désagréables, mais nous pouvons lutter contre les blocages sociaux qui renforcent cet effet.

**JACQUES CRÉMER ET CHRISTIAN GOLLIER sont chercheurs à Toulouse Sciences économiques (TSE) et à l'Institut d'économie industrielle (Idei).  
Lendemain les tâches déplaisantes.**